

national programmé

****Remarque :** En vérité, il faut être d'une inculture générale épouvantable ou cultiver des ambitions de pouvoir morbides pour oser mettre en un danger meurtrier les fondements de la nation et dédaigner avec légèreté la valeur universellement consacrée de la prééminence de la pensée politique sur la force des armées.

En effet, de droit constitutionnel établi et de coutumes notoires, il n'a jamais été dans la vocation d'une armée régulière de gouverner une nation : sa mission principale étant de la protéger des agressions extérieures dans la stricte observance des règles et des intérêts supérieurs définis par les plus hautes instances politiques de la nation.

Un désordre national immérité

Nous sommes à la veille de l'an 2010 et l'Algérie achève, dans trois années à peine, son premier demi-siècle d'indépendance dans un état de chaos généralisé unique dans son genre, sa durée et son amplitude. Jamais un peuple au monde n'a vécu une déshérence humaine semblable à celle qu'endure actuellement le peuple algérien. Il faut se rendre à l'évidence : ces deux grandes discordes, causes principales du désordre national, survenues à des périodes sensibles de l'histoire de l'Algérie, ne sont pas de celles, ordinaires, que les conjonctures politiques suscitent et que la dynamique de l'évolution générale des peuples résorbe et dépasse souvent à leur plus grand avantage. Ces deux graves discordes ont affecté inexorablement les valeurs constitutives de la nation et attenté aux lois constitutionnelles qui la régissent.

Il en a résulté, d'une part, une nation algérienne sans élite, sans éthique et sans pensée philosophique et politique pour la gouverner, et d'autre part, un débridement dangereux de la médiocrité, de l'immoralité, de l'incompétence, de la ruse, de la gabegie et de la violence physique et morale.

Ce désordre mortifère est d'autant incompréhensible, insupportable et foncièrement injuste, que le peuple algérien n'a pas émergé d'un néant historique ou surgi d'un vacuum civilisationnel.

Assurément, les sociologues et les historiens savent pourquoi les peuples n'évoluent pas toujours dans la logique de leur culture historique ; ils savent aussi, pourquoi les peuples n'ont pas souvent les gouvernants qu'ils méritent ; ils savent, qu'il n'y a pas de mauvais peuples, mais seulement de mauvais gouvernants ; ils savent également la nocivité globale

de l'obscurantisme, quand par l'arbitraire et la force, il s'installe au sein d'une communauté humaine ; ils savent que l'égoïsme et la vanité des hommes sont les premiers de tous les malheurs dont souffre l'humanité ; ils savent, que jamais les gouvernants ne sont une émanation des peuples et que presque jamais ils n'expriment leurs réels desseins ; ils savent, enfin, qu'il n'y a pas d'humanité là où se côtoient, dans l'indifférence la pauvreté avilissante et l'opulence insolente.

La configuration politique nationale face au désordre

Je schématise à peine, en affirmant que pessimisme et fatalisme dominant, dans l'ensemble, la configuration psychopolitique nationale. Pourtant les hommes ne naissent pas fatalistes, ils ne naissent pas non plus pessimistes, ils le deviennent. Quand le désastre ambiant atteint et dépasse le seuil de tolérance, que le malaise global s'implante dans la durée, que la résistance sociopolitique s'affaisse sensiblement et que toute perspective de salut s'estompe, il faut vraiment disposer d'une très forte dose de stupidité mentale conjuguée à une totale absence de sympathie envers autrui pour échapper aux tourments du pessimisme et à la fausse quiétude morale qu'offre la posture fataliste.

Rien à dire des optimistes impénitents, sauf, qu'ils ne sont pas éligibles à améliorer un monde où, en dépit des vicissitudes révoltantes, qu'il comporte, ils y trouvent toujours toutes les bonnes raisons égoïstes de s'y plaire.

Quand je considère l'état actuel de la nation algérienne et le dilettantisme coupable qui la gouverne, je suis tenté de faire l'éloge du pessimisme en politique, tant celui-ci exprime souvent une prise de conscience aiguë d'un état affligeant dénué de toute perception pertinente d'un espoir de résorption possible.

Quant aux fatalistes, ils soutiennent que l'humanité étant, depuis toujours et pour toujours inscrite dans une dynamique d'évolution générale, les Algériens, quoiqu'ils fassent ou non, sont naturellement voués à évoluer. Pourquoi donc s'en faire outre mesure ? Cette vision fataliste de l'existence est naïve et dangereuse, car les sciences modernes attachées à l'étude des phénomènes humains, nous enseignent que l'évolution positive de l'homme, au stade où l'humanité se meut aujourd'hui, découle surtout, de la seule volonté morale de l'homme lui-même et de nulle autre providence et que les communautés humaines qui n'évoluent pas, régressent fatalement et indéfiniment. Le progrès n'est ni une donnée naturelle ni un acquis irrév-



Photos : DF

sible mais un choix intentionnel puissant. Rien de significativement positif n'est donc à attendre de ces trois postures caractéristiques de la configuration culturelle nationale, parce que toutes aboutissent, à terme, à l'immobilisme politique et à la désaffection morale.

L'Algérie dans l'impasse

Il est certain, que les Algériens parfaitement lucides, dont aucun égoïsme particulier n'altère l'entendement et dont aucune forme d'immoralité n'affecte la conscience, déplorent que le désordre national, bien loin de se résorber avec le temps, tend, au contraire à prendre des proportions démesurées et un rythme d'expansion de plus en plus inquiétant.

La passivité quasi-générale dans laquelle se déploient ces phénomènes d'altération sociale accable gravement la conscience algérienne et donne à craindre que la fin du calvaire national n'est pas à attendre dans des délais raisonnablement proches.

Nul besoin de recourir à la pertinence des sciences sociales élaborées ou à la perspicacité de la prospective pour imaginer combien sombre sera l'avenir d'un peuple, qui a perdu la signification humaine et la pratique des gestes élémentaires indispensables à toute vie en société et qui, ne survit péniblement que grâce essentiellement au simple négoce de ses ressources minières. Le tristement fatidique de ses richesses naturelles, notamment celle des hydrocarbures surprendra et précipitera à coup sûr l'Algérie dans un désastre socio-économique et politique dont il est difficile d'imaginer la nature et l'intensité. Les oligarques qui règnent sur l'Algérie, depuis 1962, n'ont jamais envisagé la perspective d'un après-pétrole, comme si le pétrole leur était donné pour l'éternité.

Ainsi, dans l'esprit de la sage maxime « gouverner, c'est prévoir » les oligarques algériens ont toujours régné mais jamais vraiment gouverné.

C'est, incontestablement, ce défaut de gouvernance intelligente et morale due principalement à l'exclusion des élites nationales des sphères du pouvoir politique, consécutive aux deux grandes discordes évoquées plus haut, qui a conduit progressivement l'Algérie dans l'impasse où elle est dramatiquement confinée aujourd'hui.

Quand A. Douro suggérait une sortie de l'impasse

Pour mémoire, je rappelle qu'en 1968, alors qu'il était responsable du département « études et conceptions » à la direction centrale du Front de libération nationale (FLN) Abdallah Douro avait signé un document inédit d'importance politique intitulé « Pour sortir de l'impasse ». Il s'agissait d'un état des lieux des réalités sociopolitiques algériennes de l'époque ; une étude élaborée avec une rigueur et un discernement sans la moindre complaisance partisane. Affirmer, en ces années de grande exaltation révolutionnaire populiste, que l'Algérie était dans de graves difficultés et qu'elle s'acheminait tout droit vers l'impasse fut qualifié d'une hérésie folle. Il est vrai, que pour tout despote, un visionnaire sensé ne peut être qu'un hérétique maléfique, qu'il convient d'éloigner impérieusement de la dynastie régnante. Cette étude, à peine diffusée sous le manteau, fut immédiatement déclarée subversive et interdite de publication et son auteur éloigné des sphères du pouvoir et contraint à l'exil. Nous étions en 1968, il y a de cela plus de quarante longues années et la même gent continue à sévir et à s'obstiner à ne pas vouloir prendre la

juste mesure de l'engouffrement de la nation dans les zones extrêmes de l'impasse. Somme toute, une nation, qui, par orgueil ou par déraison dédaigne et exile les hommes de qualité — ceux gratifiés de sagesse, ceux doués d'une intelligence supérieure, les hommes de culture et les braves, quand la patrie est menacée — est une nation vouée à l'incertitude, au désordre et à la longue condamnation au déclin inexorable.

Ce que je crois

Je ne suis, quant à moi, ni optimiste, ni pessimiste, ni fataliste. Je ne crois, surtout pas, que le temps, hors une volonté humaine puissante, puisse seul opérer efficacement en faveur d'une évolution ascendante de l'homme.

Je me pose seulement la question majeure, celle de savoir : comment allons-nous faire pour réinventer et construire, dans la réalité des tensions antinomiques qui nous opposent, une Algérie réconciliée, viable, fondée sur des valeurs positives admises majoritairement (démocratie, justice sociale, moralité, tolérance, diversité culturelle et pluralité culturelle), toutes ces valeurs, que nous avons, un demi-siècle durant, méthodiquement et foncièrement bannies de la configuration civilisationnelle de l'Algérie.

En un mot, je pense avec conviction, qu'aucune de ces valeurs ne serait de nature, à elle seule, à faire émerger l'Algérie du désordre qui la dissipe. Seul un projet de société intégrant ces valeurs, adopté par l'ensemble des forces vives de la nation, est susceptible de faire sortir l'Algérie de l'impasse. D'aucuns peuvent tenir cette vision politique d'utopique. Or, que faire quand historiquement nous nous trouvons confinés dans l'effroyable alternative de « l'utopie ou la mort » ? Expression empruntée à René Dumont, agronome-économiste français, spécialiste du tiers-monde. Bien infortunée la nation à laquelle s'applique cette maxime de Sénèque, philosophe romain : « Il n'est pas de bon vent pour celui qui ne sait pas où il va. »

A mon sens, la démocratie formelle tant revendiquée, si elle n'était activement et intimement étayée et animée par toutes les autres valeurs fondamentales, ne ferait qu'accentuer les malheurs de la nation déjà fortement éprouvée et la ramènerait sûrement dix-huit ans en arrière.

A. B.

* Psychologue

Publicité



**POUR TOUS VOS TRAVAUX
D'IMPRESSION NUMÉRIQUE
& SÉRIGRAPHIE**

AÏN EL BEY, NOUVELLE-VILLE, ALI-MENDJLI - LOT 1ÈRE TRANCHE, CONSTANTINE

MOBILE : (0797) 39 10 24 - (0774) 00 10 15